



Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (APU) - troisième trimestre 2019

À la fin du troisième trimestre 2019, la dette publique s'établit à 2 415,1 Md€

Avertissements :

La dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, dont les primes et décotes à l'émission. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique augmente de 39,6 Md€ au troisième trimestre

À la fin du troisième trimestre 2019, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 415,1 Md€, en hausse de 39,6 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle augmente de 0,9 point par rapport au deuxième trimestre 2019 et s'établit à 100,4 %. La dette publique nette augmente plus modérément (+15,0 Md€) et s'établit à 90,3 % du PIB.

Les dettes de l'État et des organismes divers d'administration centrale augmentent

Au troisième trimestre 2019, la contribution de l'État à la dette croît de 41,6 Md€. Cette hausse provient principalement de la dette négociable à long terme (+35,8 Md€) et dans une moindre mesure de la dette négociable de court terme (+4,1 Md€). Les dépôts des correspondants du Trésor augmentent également (+1,8 Md€). Cette progression de l'endettement de l'État s'accompagne d'une augmentation importante de sa trésorerie (+22,5 Md€).

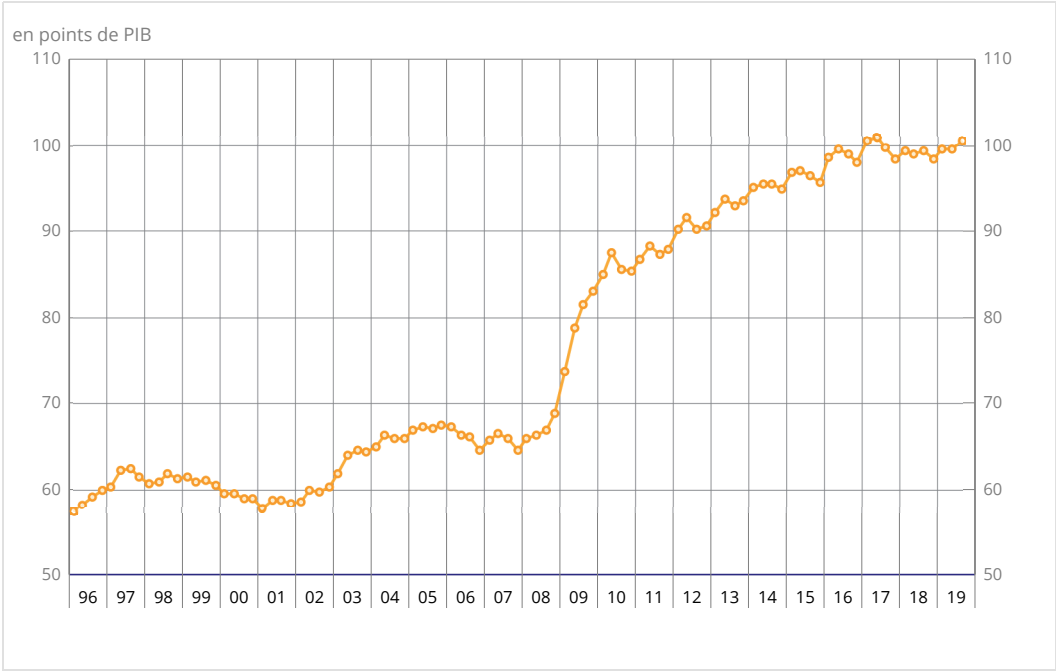
La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette augmente de 0,5 Md€, en lien notamment avec l'endettement de SNCF Réseau (+0,2 Md€) et de l'établissement public de coopération scientifique Campus Condorcet (+0,2 Md€).

Les dettes des administrations publiques locales et de sécurité sociale diminuent

La contribution des administrations publiques locales (Apul) à la dette diminue de 0,7 Md€, traduisant le désendettement des régions (-0,6 Md€) et des départements (-0,3 Md€). À l'inverse, Île-de-France Mobilités s'endette à hauteur de 0,1 Md€.

Au troisième trimestre 2019, la contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette diminue de 1,7 Md€, du fait de la Cades (-3,1 Md€). À contrario, l'Acoss, l'Unedic et la Cnaf augmentent leur endettement (respectivement +0,7 Md€, +0,5 Md€ et +0,2 Md€).

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

	(en milliards d'euros)				
	2018T3	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3
Ensemble des adm. publiques	2323,2	2315,3	2358,9	2375,4	2415,1
en point de PIB (*)	99,3%	98,4%	99,5%	99,5%	100,4%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1859,5	1842,3	1884,4	1905,8	1947,4
Organismes divers d'adm. centrale	63,0	63,3	64,9	65,4	65,8
Administrations publiques locales	198,6	205,6	206,8	206,5	205,8
Administrations de sécurité sociale	202,1	204,0	202,8	197,7	196,1
dont, par instrument :					
Dépôts	42,5	40,8	41,0	46,2	47,9
Titres négociables	2005,4	1992,9	2039,1	2052,6	2090,0
court terme	155,8	147,6	143,9	147,2	150,7
long terme	1849,6	1845,4	1895,2	1905,4	1939,4
Crédits	275,4	281,6	278,8	276,6	277,1
court terme	6,7	8,2	8,3	8,3	9,2
long terme	268,7	273,4	270,5	268,3	267,9

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »
 Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Au troisième trimestre 2019, la dette publique nette augmente de 15,0 Md€

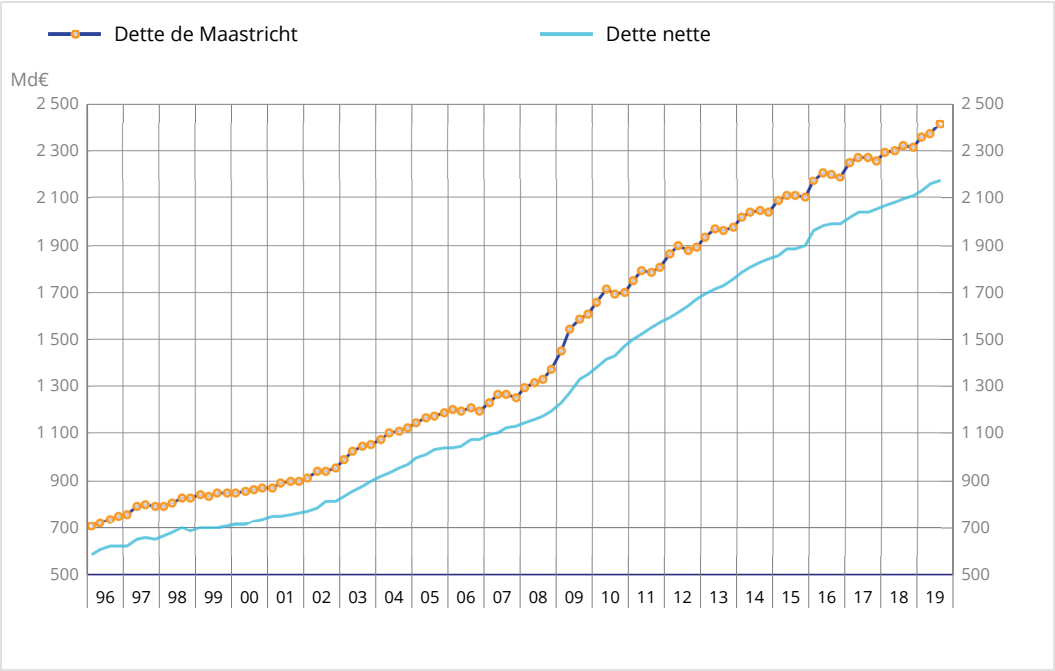
À la fin du troisième trimestre 2019, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 171,8 Md€, en hausse de 15,0 Md€, soit 90,3 % du PIB, comme au trimestre précédent. L'écart de 24,6 Md€ avec la variation de la dette brute traduit principalement la hausse de la trésorerie de l'État (+22,5 Md€) et de celle des Odac et des Asso dans une moindre mesure (respectivement +0,2 Md€ et +1,0 Md€). Enfin, le Fonds de réserve des retraites (FRR) acquiert 0,2 Md€ de titres de créances négociables.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

	(en milliards d'euros)				
	2018T3	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3
Ensemble des adm. publiques	2 094,2	2 109,5	2 131,0	2 156,9	2 171,8
dont :					
État	1 733,3	1 733,7	1 758,2	1 790,6	1 809,6
Organismes divers d'adm. centrale	50,0	50,5	51,6	51,5	51,3
Administrations publiques locales	186,1	193,1	194,2	193,8	193,1
Administrations de sécurité sociale	124,8	132,2	127,1	120,9	117,7

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC augmente

Au troisième trimestre 2019, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 2,8 Md€ pour atteindre 249,0 Md€.

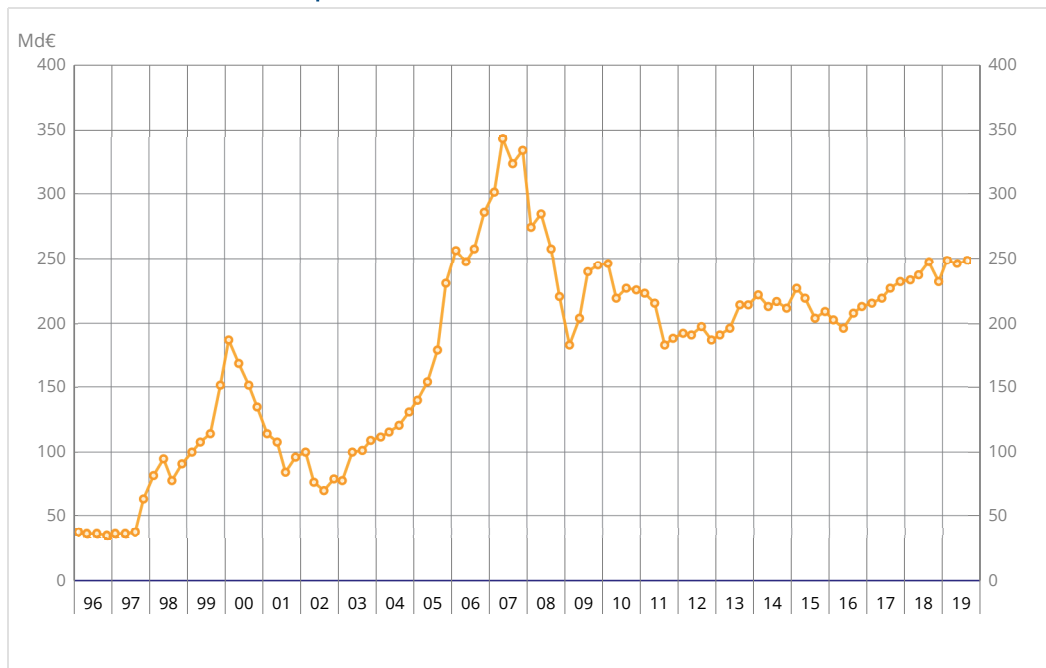
La hausse des cours de la Bourse, notamment pour Aéroports de Paris et Engie, se traduit dans la valorisation des actions cotées détenues par l'État par un gain de 2,4 Md€. De plus, le Fonds de réserve des retraites (FRR) acquiert pour 0,3 Md€ de titres cotés. À l'inverse, la baisse du cours des actions EDF se traduit par une perte de 1,7 Md€.

Les détentions de titres d'OPC augmentent en lien avec les acquisitions de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (+0,7 Md€), de l'Unedic (+0,2 Md€), du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (+0,2 Md€) ou encore du FRR (+0,2 Md€).

Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

	2018T3	2018T4	2019T1	2019T2	2019T3
Ensemble des adm. publiques	246,8	231,4	248,2	246,2	249,0
dont :					
État	66,3	59,3	61,3	58,1	58,5
Organismes divers d'adm. centrale	41,0	37,1	42,3	43,5	44,4
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	139,4	134,9	144,5	144,5	146,0

Source : Comptes nationaux base 2014 – Insee, DGFIP, Banque de France



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la présente page.

Prochaine publication : le 26 mars 2020 à 8h45

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475